



EXTRAIT DU REGISTRE
 DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Session Ordinaire du 25 OCTOBRE 2022

Délibération affichée

Le 08 NOV. 2022

| | | |
|-----------------------|---|----|
| Effectif du Conseil | : | 33 |
| Présents | : | 20 |
| Absents et Excusé(es) | : | 04 |
| Procuration(s) | : | 09 |

N° d'ordre : 67/2022

Domaine d'intervention : 9.1/ Autres domaines de compétence des communes

L'an deux mil vingt-deux et le Mardi vingt-cinq du mois d'Octobre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Basse-Terre régulièrement convoqué, par courrier en date du dix-huit octobre, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Basse-Terre dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du Maire Monsieur André ATALLAH.

La convocation a été affichée en Mairie, le 19 Octobre 2022

PRESENTS : M. ATALLAH André, Maire ; - M. RUART Alex, 4^{ème} Adjoint ; - M. BOYAU Alex, 6^{ème} Adjoint ; M. GENDREY Roland, 8^{ème} Adjoint ; - Mme OTTO Julie, 9^{ème} Adjoint ; - M. CARRIERE Pierre, 9^{ème} Adjoint ; - M. MIRRE Jocelyn ; - Mme LAQUITAINE Liliane ; - Mme LESTIN Léna ; - Mme LYSIMAQUE Maguy ; - Mme JEREMIE Marie-Louise ; - Mme MONLOUIS Maddly ; - M. FARIAL Harold ; - M. MARCEL Didier ; - M. PERAIN Franck ; - Mme LINON Gladys ; - M. ISSA Jean-François ; - M. REJON Philippe ; - M. PROCIDA Robert ; - M. BROLIRON Jean-François, Mmes, Conseillers Municipaux.

ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : M. GUILLAUME Bernard, 2^{ème} Adjoint (procuration donnée à Mme. LYSIMAQUE Maggy) ; - Mme PETRO Sonia, 3^{ème} Adjoint (procuration donnée à M. ATALLAH André) ; - Mme PAISLEY Yanetti, 7^{ème} Adjoint (procuration donnée à M. GENDREY Roland) ; - M. TABAR Patrice (procuration donnée à Mme MONLOUIS Maddly) ; - Mme RENE-GABRIEL Murielle (procuration donnée à M. BOYAU Alex) ; - Mme LACROIX Jenia (procuration donnée à M. ISSA Jean-François) ; - GEOFFROY Luidji (procuration donnée à M. CARRIERE Pierre) ; - Mme PENCHARD Marie-Luce (procuration donnée à M. PROCIDA Robert) ; - M. EUGENE-SALZEDO Willy (procuration donnée à M. BROLIRON Jean-François) Conseillers Municipaux.

ABSENTS : Mme RODES Brigitte, 5^{ème} Adjoint ; - Mme GAUTHIEROT Franciane ; Mme GUILLAUME Myriam ; - MONGE Dunia, Conseillers Municipaux.

Les 20 conseillers municipaux présents formant la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de 33, il a été conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement après ouverture de la session, à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil, Mme OTTO Julie, a été désignée pour remplir cette fonction, qu'elle a acceptée.

DELIBERATION APPROUVANT LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNES DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES PASSEE AVEC LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES (PayFIP)

**CONSEIL MUNICIPAL DU 25 OCTOBRE 2022 - DELIB N° 67/2022 - REF : 9.1/ Autres domaines de compétence des communes
« DELIBERATION APPROUVANT LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNES DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES
PASSEE AVEC LA DIRECTON GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES (PayFiP) »**

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Maire expose à ses collègues que depuis le 1^{er} Janvier 2021, la Ville a repris le stationnement payant en régie municipale.

Dans ce cadre la Ville veut continuer la diversification des moyens de paiements mis à la disposition de ses usagers dans le domaine du stationnement hors voirie.

La collectivité souhaite la mise en œuvre avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du service de paiement par carte bancaire (CB) et prélèvement unique sur Internet (PayFiP).

Ce système de paiement en ligne de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), dénommé PayFiP, permet aux usagers du stationnement abonnés et autres) de payer les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public (PayFiP Titres et Rôles).

Ainsi Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales (PayFiP).

L'Assemblée est invitée à en délibérer.

DISPOSITIF DECISIONNEL

VU la convention d'adhésion au service de paiement en lignes des recettes publiques (PayFiP)
CONSIDERANT l'exposé des motifs ci-dessus ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE

SOIT 29 VOIX POUR, DONT 09 PROCURATIONS

M. GUILLAUME Bernard, 1^{er} Adjoint (procuration donnée à Mme LYSIMAQUE Maguy) -
Mme **PETRO Sonia**, 2^{ème} Adjoint (procuration donnée à M. ATALLAH André) ; Mme. **PAISLEY**
Yanetti, 6^{ème} Adjoint (procuration donnée à M GENDREY Roland) - M. **TABAR Patrice**
(procuration donnée à Mme NIRELLEP-MONTLOUIS Maddly) - ; Mme **RENE-GABRIEL**
Murielle (procuration donnée à M. BOYAU Alex) - ; Mme **LACROIX Jénia** (procuration donnée
à M. ISSA Jean-François) - ; M. **GEOFFROY Luidji** (procuration donnée à M. CARRIERE
Pierre) ; - ; Mme **PENCHARD Marie-Luce** (procuration donnée à M. PROCIDA Robert) ; -
M. **EUGENE-SALZEDO Willy** (procuration donnée à M. BROLIRON Jean-François)
Conseillers Municipaux.

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 OCTOBRE 2022 - DELIB N° 67/2022 - REF : 9.1/ Autres domaines de compétence des communes
« DELIBERATION APPROUVANT LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNES DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES PASSEE AVEC LA DIRECTON GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES (PayFIP) »

ARTICLE 1 : D'APPROUVER la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales proposée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) (PayFip)

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales proposée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) (PayFip)

ARTICLE 3 : DE DONNER tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener cette opération à son terme.

ARTICLE 4 : DE DIRE que la présente délibération peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de la Guadeloupe. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme au registre des Délibérations.

Certifiée exécutoire, compte tenu de

La transmission en Préfecture le 31 OCT. 2022

L'affichage et/ou la publication le 31 OCT. 2022

Et/ou la notification le

Fait à Basse-Terre le 08 NOV. 2022

Le Maire


Pour le Maire Empêché
B. GUILLAUME
1er Adjoint

Fait à Basse-Terre, le 26 Octobre 2022


Le Maire
Pour le Maire Empêché
B. GUILLAUME
1er Adjoint
André ATALLAH

CONVENTION D'ADHESION

AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNE DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES



entre

la
**Régie Stationnement
De la Ville de Basse-Terre
N° SIRET : 21971105800228**

et la

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 31/10/2022
Reçu en préfecture le 31/10/2022
Affiché le 08 NOV. 2022
ID : 971-219711058-20221025-672022-DE

| | |
|---|----------|
| <i>I. Présentation de l'offre PayFiP</i> | 3 |
| <i>II. Objet de la convention</i> | 4 |
| <i>III. Rôle des parties</i> | 4 |
| <i>IV. Coûts de mise en œuvre et de fonctionnement</i> | 5 |
| Pour la Direction Générale des Finances Publiques | 5 |
| Pour l'entité adhérente..... | 5 |
| <i>V. Durée, Révision et Résiliation de la présente convention</i> | 5 |

ANNEXES

ANNEXE 1: Coordonnées des interlocuteurs

ANNEXE 2 : Formulaire d'adhésion à PayFiP pour les collectivités (PayFiP Titres et Rôles)

ANNEXE 3 : Formulaire d'adhésion à PayFiP pour les régions (PayFiP Régie)

La présente convention régit les relations entre

- La Ville de Basse-Terre représentée par Monsieur **André ATALLAH**, Maire, et le régisseur créancier émetteur des factures de la régie de recettes de produits locaux, ci-dessous désignée par "**la régie adhérente**".

et

- la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) chargée de la gestion de l'application d'encaissement des titres payables par Internet ou des factures de produits locaux dénommée PayFiP, représentée par Monsieur Guy BENSAID, Directeur Régional des Finances Publiques de la Guadeloupe, ci-dessous désignée par « **la DGFIP** »

dans le cadre de la mise en œuvre du service de paiement par carte bancaire (CB) et prélèvement unique sur Internet.

En préalable à la définition des obligations des signataires de la présente convention, il est rappelé que la mise en place du paiement par CB et prélèvement unique sur Internet fait également intervenir les acteurs suivants :

- le **comptable public** de la collectivité ;
- le **gestionnaire de télépaiement CB** en qualité de prestataire de la DGFIP ;
- le **régisseur** ayant à charge le recouvrement des factures, le cas échéant ;
- les **usagers**, débiteurs de l'entité publique.

I. PRESENTATION DE L'OFFRE PAYFiP

Les comptables de la DGFIP sont seuls habilités à manier les fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux (Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique). Dans ce cadre, l'ordonnateur émet des titres de recettes exécutoires en regard de prestations de services rendues aux usagers (cantine, crèche, fourniture d'eau...). Après contrôle de leur régularité, le comptable public prend en charge ces titres de recettes avant d'en assurer le recouvrement.

Le service de paiement en ligne de la DGFIP, dénommé PayFiP, permet ainsi aux usagers des entités publiques adhérentes de payer les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public (PayFiP Titres et Rôles).

PayFiP permet également le paiement des factures des produits locaux émises par les régies (PayFiP Régie).

Les règlements sont effectués par carte bancaire ou par prélèvement unique. Ces deux moyens de paiement sont indissociables¹.

Dans ce cadre, la chaîne de recouvrement doit être adaptée afin que les titres ou factures mis en ligne et payés par carte bancaire ou prélèvement unique sur Internet soient reconnus par les systèmes d'information de l'entité publique et de la DGFIP, puis émarginés automatiquement, après paiement effectif.

¹ Toutefois s'agissant des régies, si la collectivité estime que le prélèvement n'est pas adapté au type de produit encaissé (droits au comptant), elle aura la possibilité de ne conserver que le paiement par carte bancaire.

Les entités qui choisissent d'utiliser leur propre site (compte-usage) doivent s'interfacer avec le dispositif PayFiP.

Les collectivités qui choisissent d'utiliser la page de paiement de la DGFIP <https://www.payfip.gouv.fr> (uniquement disponible pour les Titres et Rôles) n'ont pas de développements à réaliser, mais doivent faire apparaître sur leurs titres de recettes ou factures de rôles, des mentions obligatoires qui permettront aux usagers d'effectuer leurs paiements.

II. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer :

- le rôle de chacune des parties ;
- les modalités d'échanges de l'information entre les parties .

Les modalités techniques et pratiques de mise en œuvre de la solution de paiement sont fournies dans des guides de mise en œuvre dédiés, remis par le correspondant moyens de paiement de la direction régionale ou départementale des finances publiques.

Les données administratives et bancaires nécessaires au paramétrage de la solution PayFiP sont renseignées dans les formulaires d'adhésion à PayFiP en annexe de la présente convention.

III. ROLE DES PARTIES

1 - La collectivité adhérente à la version « site collectivité » (PayFiP Titres et Rôles)

- administre un portail Internet ;
- réalise sur ce portail les adaptations nécessaires pour assurer l'interface avec PayFiP ;
- transmet à l'application PayFiP les éléments nécessaires à l'identification de la dette à payer, conformément au guide de mise en œuvre remis avec la présente convention ;
- indique de façon remarquable et en bonne position sur les avis de sommes à payer ou factures adressés aux usagers, la possibilité qu'ils ont de payer en ligne la dette par carte bancaire ou prélèvement unique sur Internet (indication de l'adresse du portail). Elle s'engage également à communiquer auprès d'eux pour promouvoir ce mode de paiement ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués dans le formulaire d'adhésion à PayFiP (imputations, codes recettes) ;
- s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et notamment à informer l'utilisateur sur son portail des droits Informatique et Libertés qui lui sont reconnus par la réglementation précitée.

2 - La collectivité adhérente à la version « page de paiement de la DGFIP » (PayFiP Titres et Rôles) :

- édit des titres ou factures qui indiquent aux usagers qu'ils ont la possibilité de régler leurs dettes en ligne, un identifiant collectivité et une référence de paiement ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués dans le formulaire d'adhésion à PayFiP ;
- s'engage à ne pas substituer à l'adresse de la page de paiement DGFIP une autre adresse.

3 - La régie de recettes de la collectivité adhérente (PayFiP Régie) :

- Doit disposer d'un portail Internet permettant à l'utilisateur :
 - Soit de saisir les références de sa facture dans un formulaire de saisie ;
 - Soit d'accéder à la liste de ses factures dans un compte usager.
- Elle s'engage à respecter les prescriptions fixées dans le formulaire d'adhésion à PayFiP concernant :
 - les produits payables en ligne par carte bancaire et par prélèvement unique ;
 - le délai de mise en ligne des factures fixé en liaison avec le comptable.
- Elle s'engage à indiquer de façon remarquable sur les factures adressées aux usagers la possibilité de payer en ligne par carte bancaire et par prélèvement non récurrent (indication de l'adresse du portail). Elle s'engage également à communiquer auprès d'eux pour promouvoir ces modes de paiement ;
- Doit disposer d'un compte de dépôts de fonds au Trésor ouvert au nom du régisseur ;
- La régie adhérente doit générer une facturation séquentielle comportant des références stables pour permettre le suivi des paiements effectués dans la comptabilité du régisseur ;
- Les factures doivent être inférieures à 1 000 000 000€ ;
- La régie adhérente s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et notamment à informer l'utilisateur sur son portail des droits Informatique et Libertés qui lui sont reconnus par la réglementation précitée ;
- Le système d'information de la régie doit être en mesure d'assurer, de manière automatisée, la concordance entre les facturations et les encaissements.

- Si le site Internet fonctionne en environnement sécurisé ~~HTTPS (TLS 1.2)~~ communiquer à l'administrateur local PayFiP (correspondant moyens de paiement de la DDFiP) le certificat utilisé.
- Si les transactions se déroulent en environnement Web service, chaque paiement génère de la part de la collectivité adhérente deux appels vers PayFiP :
 - Un premier appel pour initier l'opération de paiement ;
 - Un second appel à la réception de la notification par PayFiP pour récupérer le résultat du paiement. Ce deuxième appel **ne doit intervenir** qu'après la réception de la notification par PayFiP. Les réitérés éventuels (en cas d'erreur "502" par exemple) devront être **espacés de 30mn au minimum**.

La DGFIP :

- administre le service de paiement des titres ou des factures par carte bancaire et prélèvement unique sur Internet ;
- délivre à la collectivité un guide de mise en œuvre technique pour la mise en œuvre du service ;
- accompagne l'entité pour la mise en œuvre du service ; de ce point de vue, le correspondant moyen de paiement rattaché à la direction régionale ou départementale des finances publiques (DR/DDFiP) du département où se situe l'entité publique adhérente constitue le premier niveau d'assistance et d'appui. Si la question posée ne peut pas être résolue au niveau local, il saisira l'administration centrale de la DGFIP au sein de laquelle le bureau CL1C est le point d'entrée pour l'assistance de second niveau, à charge pour lui de prendre l'attache de la MOA/MOE PayFiP.
- s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués par l'entité dans le formulaire d'adhésion à PayFiP.

IV. COÛTS DE MISE EN ŒUVRE ET DE FONCTIONNEMENT

Pour la Direction Générale des Finances Publiques

Les coûts de développements, de mise en œuvre et de fonctionnement de la solution PayFiP, liés au gestionnaire de paiement par carte bancaire et au module de prélèvement, sont à la charge de la DGFIP.

Pour l'entité adhérente

L'entité adhérente aura à sa charge les coûts relatifs à la création et à la mise à jour de son portail ou d'adaptation des titres ou des factures, ainsi que le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur pour le Secteur Public Local.

Au 1er janvier 2021 ces coûts de commissionnement s'élèvent à

- pour une carte domiciliée dans la zone euro : 0,25 % du montant de la transaction + 0,05 € par opération ;
- hors de la zone euro : 0,50 % du montant de la transaction + 0,05 € par opération.
- pour les transactions d'un montant inférieur ou égal à 20 €, avec une carte de la zone UE, une tarification réduite est appliquée avec 0,20 % du montant de la transaction et 0,03 € par opération pour la part fixe.

Ces commissions sont révisables par la DGFIP.

Le prélèvement unique n'engendre, pour sa part, aucun frais supplémentaire pour l'entité.

V. DUREE, REVISION ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

L'exécution de la présente convention peut être interrompue ou empêchée en cas de force majeure.

La convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de deux mois.

A Basse-Terre, le 25 Octobre 2022

A _____, le _____

 Pour la collectivité adhérente

Pour la DGFIP

Pour le Maire Empêché
A.B. GUILLAUME
1er Adjoint

G. BENSIAIDE

ANNEXE 1**Liste des interlocuteurs****Collectivité / régie adhérente :**

| Nom du contact | Fonction | Coordonnées téléphoniques | Adresse courriel |
|------------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|
| LAMAILLE Rose Marie | Régisseur | 0590.80.56.87 0690.96.05.44 | r.lamaille@ville-basseterre.fr |
| PRINCE Emmanuel | . Régisseur suppléant . Directeur services techniques | 0590.80.56.62 0690.90.71.80 | e.prince@ville-basseterre.fr |
| BERRY Christian | Responsable du service stationnement | 0590.80.56.90 | c.berry@ville-basseterre.fr |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Administrateur local PayFiP

| Nom du contact | Fonction | Coordonnées téléphoniques | Adresse courriel |
|----------------|--|---------------------------|-------------------------------------|
| Sonia VELLUZ | Correspondante dématérialisation - monétique | 0590991653 0690333547 | sonia.velluz@dgfip.finances.gouv.fr |
| | | | |

Prestataire informatique

| Nom du contact | Fonction | Coordonnées téléphoniques | Adresse courriel |
|----------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Léa LAGRANGE | Chef de projet Groupe SOGELINK | 0276612238 | lea.lagrange@sogelink.com |
| | | | |

